



8 FRANÇAIS·ES SUR 10 VEULENT OBLIGER LES MULTINATIONALES À RESPECTER LE CLIMAT ET LES DROITS HUMAINS

Paris, le 4 juin 2025 – Plus de 80 % des Français·es veulent que les multinationales soient obligées de prévenir leurs impacts sociaux, environnementaux et climatiques, ainsi que ceux de leurs sous-traitants. C'est le résultat d'un nouveau sondage OpinionWay pour Reclaim Finance et le Forum citoyen pour la justice économique (1). Ce sondage intervient peu après la proposition d'Emmanuel Macron de supprimer un texte clé pour la régulation des multinationales, le devoir de vigilance européen des entreprises. Les organisations de la société civile appellent le gouvernement à prendre en compte l'avis des Français·es et à défendre la directive sur le devoir de vigilance (CSDDD) et la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRД), en cours de révision.

D'après ce [sondage OpinionWay pour Reclaim Finance et le FCJE](#) (2) :

- **8 Français·es sur 10** (81 %) veulent que les multinationales soient tenues responsables de leurs impacts sociaux, environnementaux et climatiques et ceux de leurs partenaires et sous-traitants.
- **86 %** veulent que les pouvoirs publics régulent les entreprises pour qu'elles soient plus transparentes et préviennent leurs impacts, et ce même si des coûts supplémentaires existent pour les entreprises.
- **90 %** veulent que les multinationales s'engagent dans la lutte contre le dérèglement climatique, et soient obligées d'adopter et de mettre en place des plans de transition compatibles avec la limitation du réchauffement planétaire à +1,5°C (3).

Ces résultats confirment le soutien massif des Français·es pour une régulation ambitieuse des multinationales afin d'assurer la transparence et la responsabilité des entreprises en matière de droits humains, de protection de l'environnement et d'action climatique.

Or, ce sont précisément les réglementations déjà établies en la matière qui sont aujourd'hui menacées par le président Macron (4), qui a proposé une suppression de la directive européenne sur le devoir de vigilance, et par le gouvernement qui soutient la proposition de directive de la Commission européenne dite « Omnibus ». Celle-ci propose de revenir sur les directives CSRD et CSDDD, notamment en réduisant de 80 % le nombre d'entreprises devant publier des informations socio-environnementales et en remettant en cause la mise en œuvre des plans de transition climatiques (5). Le Conseil de l'Union européenne devrait désormais adopter sa position sur ce texte avant la fin du mois de juin.

Reclaim Finance et les organisations du Forum citoyen pour la justice économique appellent le gouvernement français à répondre aux préoccupations des Français·es, également partagées par de nombreuses entreprises, économistes, acteurs financiers (6), et à arrêter son offensive contre ces textes clés pour le climat, l'environnement et les droits humains.

Contacts

- Olivier Guérin, Chargé de plaidoyer à Reclaim Finance, olivier@reclaimfinance.org, +33 6 77 49 16 51
- Sarah Bakaloglou, Chargée des relations presse France à Reclaim Finance, sarah@reclaimfinance.org, +33 6 61 68 25 10
- Sophie Rebours, Responsable relations médias au CCFD-Terre Solidaire, s.rebours@ccfd-terresolidaire.org, + 33 7 61 37 38 65
- Lucia Posteraro, Chargée des relations presse à la FIDH, lposteraro@fidh.org, +33 7 81 21 26 05
- Stanislas Hannoun, Responsable de la campagne Justice fiscale et Inégalités à Oxfam France, shannoun@oxfamfrance.org, 07 69 17 49 63
- Anabelle Babaud, Attachée de presse à Amnesty International France, ababaud@amnesty.fr, 06 76 94 37 05

Notes

(1) Le Forum citoyen pour la justice économique est un lieu d'expertise, d'expression publique et de plaidoyer sur les questions relatives à la régulation des acteurs économiques. Ses membres sont : ActionAid France, Alternatives économiques, Amis de la Terre France, Amnesty International France, Bloom, CCFD-Terre Solidaire, le Centre Français d'Information sur les Entreprises (CFIE), le Collectif Ethique sur l'étiquette, Confédération Française et Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Générale du Travail (CGT), Greenpeace France, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Notre Affaire à Tous, Sherpa, Oxfam France.

(2) [Sondage OpinionWay pour Reclaim Finance et le Forum citoyen pour la justice économique](#) (juin 2025). Sondage auprès de 1018 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

(3) Les résultats montrent aussi que le soutien à un encadrement des multinationales fait l'objet d'un consensus transpartisan. Les sympathisants des partis de gauche comme ceux du parti présidentiel y sont massivement favorables. Mais c'est aussi le cas d'une très large majorité des sympathisants des partis politiques traditionnellement associés à des positions de dérégulation et pour un renforcement de l'Omnibus, comme Les Républicains et Le Rassemblement National.

(4) Emmanuel Macron, qui avait pourtant appelé à mettre en place une directive européenne sur le devoir de vigilance, a [exprimé le 19 mai](#) son intention de supprimer de « nombreuses contraintes et régulations » pesant sur les entreprises, ciblant spécifiquement la CSDDD, pourtant déjà en cours de révision.

(5) [Note de position](#) du Forum citoyen pour la justice économique.

(6) Reclaim Finance, [Le monde économique, financier et la société civile contre le texte Omnibus](#), 2025.